

## Quel destin pour l'histoire nationale ?

FRANÇOIS-OLIVIER DORAIS ET MARTIN PÂQUET (DIR.), « L'enseignement de l'histoire au premier cycle », *Bulletin d'histoire politique*, volume 29, numéro 1, automne 2020, p. 9-77

JULIEN GOYETTE ET LOUISE BIENVENUE (DIR.), « Bilan et perspectives en historiographie de l'Amérique française », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 74, numéros 1-2, été-automne 2020, p. 1-266

FÉLIX BOUVIER ET CHARLES-PHILIPPE COURTOIS (DIR.), *L'Histoire nationale du Québec. Entre bon-ententisme et nationalisme, de 1832 à nos jours*, Québec, Éditions du Septentrion, 2021, 366 pages

Éric Bédard

---

Volume 16, numéro 1, automne 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97290ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Bédard, É. (2021). Compte rendu de [Quel destin pour l'histoire nationale ? / FRANÇOIS-OLIVIER DORAIS ET MARTIN PÂQUET (DIR.), « L'enseignement de l'histoire au premier cycle », *Bulletin d'histoire politique*, volume 29, numéro 1, automne 2020, p. 9-77 / JULIEN GOYETTE ET LOUISE BIENVENUE (DIR.), « Bilan et perspectives en historiographie de l'Amérique française », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 74, numéros 1-2, été-automne 2020, p. 1-266 / FÉLIX BOUVIER ET CHARLES-PHILIPPE COURTOIS (DIR.), *L'Histoire nationale du Québec. Entre bon-ententisme et nationalisme, de 1832 à nos jours*, Québec, Éditions du Septentrion, 2021, 366 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 16(1), 12-13.

---

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

**é**rudit

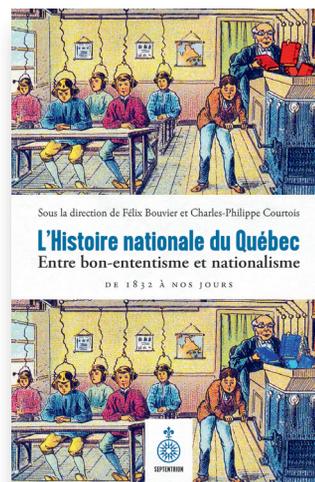
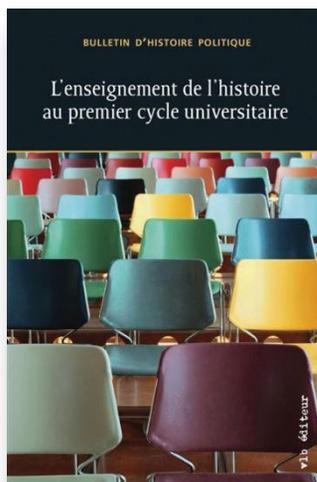
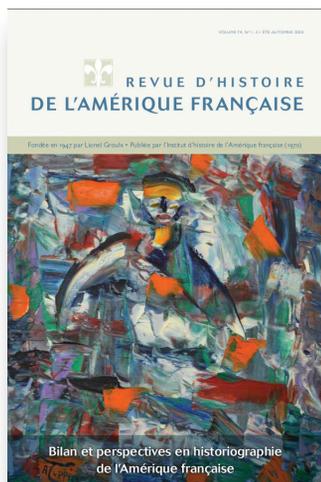
Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Quel destin pour l'histoire nationale ?

Éric Bédard, historien, Université TÉLUQ



FRANÇOIS-OLIVIER DORAIS ET MARTIN PÂQUET (DIR.)  
**« L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE AU PREMIER CYCLE »**

*Bulletin d'histoire politique*, volume 29, numéro 1, automne 2020, p. 9-77.

JULIEN GOYETTE ET LOUISE BIENVENUE (DIR.)

**« BILAN ET PERSPECTIVES EN HISTORIOGRAPHIE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE »**

*Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 74, numéros 1-2, été-automne 2020, p. 1-266.

FÉLIX BOUVIER ET CHARLES-PHILIPPE COURTOIS (DIR.)

**L'HISTOIRE NATIONALE DU QUÉBEC. ENTRE BON-ENTENTISME ET NATIONALISME, DE 1832 À NOS JOURS**

Québec, Éditions du Septentrion, 2021, 366 pages

Les historiens professionnels ont raison de s'inquiéter. Notre discipline ne semble plus avoir la cote auprès des jeunes. Un dossier du *Bulletin d'histoire politique* consacré au premier cycle universitaire en histoire montre une baisse constante des inscriptions. En 1992-1993, 1210 jeunes Québécois s'étaient inscrits au baccalauréat en histoire dans l'une de nos universités québécoises; en 2017-2018, ils n'étaient plus que 600; depuis 2011, la chute est encore plus drastique. Les historiens qui participent au dossier ont parfaitement raison de souligner que le phénomène n'est pas unique au Québec et que les causes de ce déclin sont multiples. Sans l'ombre d'un doute, l'utilitarisme ambiant et l'attrait pour des formations professionnalisantes jouent contre la discipline. La mainmise des sciences de l'éducation sur la formation des maîtres depuis 1994 a aussi détourné nombre d'étudiants d'études spécialisées en histoire.

Un autre facteur, plus pernicieux et idéologique, n'est pas à négliger non plus. Pour bien des jeunes, comprendre le monde et son passé ne semble plus suffire. Ce que plusieurs cherchent en sciences humaines et sociales, ce sont des théories, des grilles de lecture, des interprétations qui permettront de «changer le monde» et de servir une cause. Les universités et certains départements, pour accroître leurs «clientèles», sont tentés de créer des microprogrammes «interdisciplinaires» qui laissent miroiter des recettes pour mettre fin aux préjugés de toutes sortes fondés sur la race, le genre ou les classes sociales. Une telle approche détourne l'université de sa mission première de compréhension du monde et de transmission d'un savoir accumulé par des siècles de recherche.

Cette désaffection des étudiants pour l'histoire s'explique aussi par l'évolution de la discipline. Louise Bienvenue déplore

la surspécialisation de la recherche et la dévalorisation d'écrits plus accessibles comme l'essai ou la synthèse. Julien Prudhomme soutient de son côté que les historiens peinent à faire valoir la pertinence de leurs recherches sur la place publique, en bonne partie parce qu'ils hésitent à intervenir dans les médias, un constat que je fais depuis longtemps même si je peux comprendre que de telles interventions puissent être intimidantes, surtout lorsqu'elles portent sur des sujets controversés.

Certains vont plus loin cependant et pointent du doigt les questions de recherche qui accaparent les historiens du Québec depuis quelques décennies. Responsables du dossier, Martin Pâquet et François-Olivier Dorais estiment que les baisses d'inscription participeraient d'un problème d'«arrimage entre une discipline, l'histoire, et un sentiment d'appartenance, la mémoire». Telle qu'elle est pratiquée par nos professionnels de la recherche, s'interrogent les deux professeurs, l'histoire du Québec est-elle toujours «en mesure de montrer le sens de notre expérience collective par-delà les fractures, les rivalités et les soupçons qui la traversent?» (*BHP*, p. 12). Fin connaisseur de l'œuvre de Fernand Dumont, l'historien épistémologue Julien Goyette va dans le même sens. Il note que l'historiographie actuelle n'est plus animée «par un projet émancipateur aussi mobilisant que le projet moderniste habitant naguère l'histoire sociale ou même la bonne vieille histoire nationale». Il constate également qu'en histoire, «les projets de société, les rêves collectifs, ne sont plus tellement de saison» (*BHP*, p. 38-39).

Le même Julien Goyette a préparé avec Louise Bienvenue un numéro bilan de l'incontournable *Revue d'histoire de l'Amérique française*, fondée naguère par le chanoine Groulx. Le premier article de cet excellent numéro spécial propose un bilan historiographique détaillé des 501 articles publiés par 423 auteurs depuis 1982. Un travail colossal et très instructif, lequel montre qu'après la vogue de l'histoire sociale des années 1970, inspirée par l'école française des *Annales* et le marxisme, une histoire «culturelle» est peu à peu devenue hégémonique. Les auteurs notent en effet un «passage du social aux identités, des structures aux représentations» (*RHAF*, p. 37). Même si plusieurs articles abordent l'enjeu des rapports de pouvoir dans la société québécoise, seulement 13,2 % des articles traitent directement d'une question politique, ce qui explique en partie la naissance d'autres revues, notamment le *Bulletin d'histoire politique* fondé en 1992.

L'annexe E de même article présente une liste de 36 champs, de l'histoire du commerce à celle des médias, en passant par l'histoire des femmes et du genre, l'histoire urbaine et régionale, etc. Ce qui m'a frappé dans cette liste, c'est l'absence d'un champ «Histoire constitutionnelle» alors que de 1982 à 1995 le Québec traversait la plus importante crise politique et existentielle de son histoire. C'est dire à quel point l'histoire «nationale» plus traditionnelle a peu intéressé les artisans de cette revue. Comme le montre une enquête

de ce numéro menée auprès de 22 historiens professionnels spécialisés sur le Québec, l'enjeu de la « pluralité des expériences dans le passé » constitue l'une de leurs grandes préoccupations intellectuelles et civiques. Mais, sauf quelques historiens anglophones, la grande majorité de ces professeurs rejettent l'optique « post-nationale », jugée trop militante et désincarnée. La majorité souhaiterait cependant modifier la trame de notre récit national plus traditionnel, de façon à le décentrer du destin de la majorité historique. Je suis impatient de voir comment on pourra y arriver sans que le sens d'une certaine destinée soit perdu au change.

Dans ce numéro bilan de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, il est beaucoup question d'historiographie. Au cours des dernières années, les enquêtes historiographiques menées par des étudiants de maîtrise et de doctorat ont été si riches et nombreuses que François-Olivier Dorais et Daniel Poitras parlent d'un « moment historiographique ». Le premier a d'ailleurs consacré sa thèse à l'école de Laval, le second à l'expérience du temps chez Fernand Dumont, François Furet et Michel de Certeau<sup>1</sup>. Cette foison, stimulante intellectuellement, surtout portée par de jeunes hommes, atteste d'une crise de sens de la discipline, ou, pour le dire comme Dorais et Poitras, elle peut être perçue « comme le symptôme d'une histoire de plus en plus coupée de la mémoire collective, sinon comme une sorte de refuge ou de repli sur le "passé intérieur" de la discipline, faute de vision assurée du devenir commun » (RHAF, p. 75).

Dans un tel contexte, l'ouvrage collectif sur l'évolution de l'histoire nationale au Québec dirigé par Félix Bouvier et Charles-Philippe Courtois tombe à point. Le premier étant didacticien, le second, historien des idées, l'ouvrage emprunte des voix différentes, souvent parallèles, parfois entrecroisées; la première voie suit de près l'évolution des programmes scolaires et les représentations du passé véhiculées par les manuels alors que la seconde est surtout historiographique. Bouvier et Courtois soutiennent que notre historiographie et l'enseignement de l'histoire dispensé dans nos écoles, du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui, auraient été dominés par deux courants principaux: le premier, « bon-ententiste », aurait cherché à gommer le caractère tragique et colonial de l'expérience historique canadienne-française et québécoise alors que le second courant, « nationaliste », aurait au contraire insisté sur les effets dramatiques de la Conquête et ses suites. La thèse, martelée par les deux directeurs de l'ouvrage qui signent 5 des 12 chapitres, n'est évidemment pas nouvelle et rappelle les conflits d'école qui ont opposé Thomas Chapais à Lionel Groulx au début du XX<sup>e</sup> siècle, puis les historiens de l'Université Laval à ceux de l'Université de Montréal durant les années cinquante et soixante.

L'originalité de l'ouvrage est de montrer comment ces écoles de pensée concurrentes ont influencé plus concrètement les programmes scolaires et les différents manuels au fil du temps. Bouvier et Courtois, ainsi qu'Alex Bureau, auteur de deux chapitres, montrent que l'école bon-ententiste aurait beaucoup marqué l'enseignement de l'histoire jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, mais qu'après la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la tentative de réforme de 2006, c'est l'école nationaliste qui aurait exercé son magistère sur les concepteurs de programmes et les rédacteurs de manuels. Sauf pour la réforme de 2006, j'y reviendrai, la démonstration m'a paru claire et convaincante. Cela dit, dans un chapitre qui adopte une perspective comparatiste fort éclairante, Alexandre Lanoix et Jean-Philippe Warren montrent que nos débats québécois sur l'enseignement de l'histoire sont loin d'être uniques.

Outre Courtois, la piste historiographique est suivie par d'autres chercheurs. Olivier Lemieux et Jean-Philippe Warren explorent

les regards portés par les revues *Cité libre* et *Parti pris* sur le passé canadien-français, lesquelles se rejoignent dans leurs critiques véhémentes des thèses de Lionel Groulx, devenu le bouc émissaire de toute une génération de modernistes, qu'ils soient libéraux tournés vers Ottawa ou socialistes et indépendantistes. Les auteurs de *Cité libre* rejettent sa vision défensive et revancharde de l'histoire alors que ceux de *Parti pris* condamnent son idéalisme, son messianisme et l'idéologie de la survivance qui irriguerait toute son œuvre, laquelle aurait maintenu l'oppression cléricale – dans une discussion bien menée avec les thèses du sociologue Jean Lamarre<sup>2</sup>, Courtois déconstruit ces perceptions tendancieuses des modernistes et montrent les filiations qui relient Groulx à ses héritiers de l'école de Montréal. Au plan historiographique, Lemieux et Warren montrent que les deux revues prennent des chemins distincts. Alors que les premiers assimilent les thèses de l'école de Montréal à un pessimisme noir, les seconds sont influencés par l'approche structuraliste et matérialiste de l'historien Maurice Séguin.

Parmi les apports de cet ouvrage touffu, celui qui m'a semblé le plus nouveau et le plus riche est signé par Olivier Lemieux et porte sur le seul chapitre du célèbre rapport Parent consacré à l'enseignement de l'histoire. Je le confesse d'emblée, j'ai été de ceux qui se sont parfois appuyés sur ce chapitre pour fonder ma critique de la dévaluation des contenus disciplinaires en histoire offerts aux étudiants formés en science de l'éducation – le rapport Parent prônait le transfert de la formation des maîtres à l'université, donc l'abolition des écoles normales, pour accroître les contenus disciplinaires. Ardent défenseur du programme de 2006, le didacticien Jean-François Cardin avait fait de même, mais parce qu'il y voyait

une défense avant-gardiste de l'éducation à la citoyenneté en histoire. Or voilà qu'Olivier Lemieux montre que sur les 307 mémoires présentés aux commissaires, 29 seulement traitaient d'enseignement de l'histoire et qu'un seul y était entièrement consacré. Mieux encore, selon les acteurs

de l'époque (ex. Guy Rocher, Denis Vaugeois), la rédaction de cet unique chapitre aurait été laissée à la commissaire Jeanne Lapointe, influencée par des amis de l'Université Laval, peu reconnue pour son expertise dans le domaine.

Ma seule critique de l'ouvrage porte sur les thèses de Félix Bouvier sur le programme de 2006. Selon lui, le programme « Histoire et Éducation à la Citoyenneté » proposé par le gouvernement Charest aurait toutes les allures d'un complot fédéraliste orchestré en coulisses par les tenants du bon-ententisme, soutenu par le lobby anglophone et les nouveaux porte-étendards de l'école de Laval, financé en sous-main par l'argent du grand capital canadien (ex. Fondation Historica). Mes divergences avec les défenseurs du programme de 2006 ont beau être profondes, de là à les présenter comme des traîtres à la patrie, voire comme des vendus, il y a un pas! Le cours de 2006 était le produit d'une constellation de facteurs: un nouveau rapport au temps beaucoup plus « présentiste », une vogue assez juvénile pour les théories socioconstructivistes en éducation, le discrédit d'un récit national plus traditionnel, très répandu chez les intellectuels souverainistes durant les années moroses qui suivent le référendum de 1995. On se serait attendu d'un chercheur qui a suivi ce débat d'aussi près un peu plus de complexité et de nuances.

La parution simultanée de ces excellents dossiers et de cet ouvrage collectif tend à montrer que les rapports entre histoire et mémoire restent un enjeu crucial du rapport au passé et que l'histoire « nationale » est loin d'avoir épuisé ses potentialités, au Québec et ailleurs<sup>3</sup>.

2 Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin*, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969, Québec, Éditions du Septentrion, 1993.

3 Voir Pascal Ory, *Qu'est-ce qu'une nation? Une étude mondiale*, Paris, Gallimard, 2020.

1 Daniel Poitras, *Expérience du temps et historiographie au XX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2018.